



Assemblée Nationale

COMPTE RENDU ANALYTIQUE OFFICIEL

Session ordinaire de 1997-1998 - 88ème jour de séance, 201ème séance

1ère SÉANCE DU MERCREDI 29 AVRIL 1998

PRÉSIDENTE DE M. Laurent FABIUS

Sommaire

<input type="checkbox"/> QUESTIONS AU GOUVERNEMENT 2	<i>CRISE SCOLAIRE À LA GUADELOUPE</i> 6
<i>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</i> 2	<i>RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE POLICE ET DE</i>
<i>RÉFORME DES LYCÉES</i> 3	<i>GENDARMERIE</i> 7
<i>GESTION DE LA MNEF</i> 3	<i>CONCURRENCE DES PRODUITS ESPAGNOLS</i> 7
<i>RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS</i> 4	<i>PERSONNEL PÉNITENTIAIRE</i> 8
<i>LUTTE CONTRE L'EXCLUSION OUTRE-MER</i> 5	<i>DATES DE FERMETURE DE LA CHASSE AUX OISEAUX</i>
<i>GIAT INDUSTRIES</i> 5	<i>MIGRATEURS</i> 9
<i>DATE DU DÉPÔT DES DÉCLARATIONS FISCALES</i> 6	<input type="checkbox"/> MOTION DE CENSURE 10

La séance, suspendue à 16 heures est reprise à 16 heures 15.

MOTION DE CENSURE

L'ordre du jour appelle la discussion et le vote sur la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. François Bayrou, Jean-Louis Debré et 140 membres de l'Assemblée.

M. Jean-Louis Debré - En saisissant l'occasion de la Résolution parlementaire sur le passage à l'euro pour se livrer à une défense et illustration de sa politique économique, le Gouvernement a, malgré ses dénégations, ramené le débat à l'essentiel. Nous voici donc revenus sur le seul et véritable terrain où doit se situer la politique : celui de la confrontation entre les choix économiques et sociaux. Nous ne sommes donc pas là pour sacrifier à un rituel parlementaire inutile, mais pour parler enfin de ce qui fait l'essentiel de la vie et des préoccupations de nos contemporains, la croissance économique et l'emploi. Nous sommes là, Monsieur le Premier ministre, pour examiner votre politique nationale et votre politique européenne -car il va de soi qu'on ne peut les séparer, comme une partie de votre majorité feint de le croire. Nous sommes là pour dire, un an après le début de la mise en œuvre de votre politique, que nous sommes convaincus que vous faites fausse route.

C'est vrai : le Gouvernement bénéficie aujourd'hui d'une conjoncture économique et sociale favorable, au plan externe et interne. Le climat international marqué par la baisse des taux d'intérêt et la hausse du dollar concourt à la reprise actuelle. Il se conjugue aux effets d'une politique patiemment mise en œuvre par les gouvernements Balladur et Juppé, notamment pour réduire les déficits publics. Vous profitez aujourd'hui de cette politique que vous avez constamment combattue. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR*) Vous invoquez sans cesse cette amélioration de la conjoncture. Mais attention ! Nous savons d'expérience que les conjonctures favorables n'ont qu'un temps. Bien des signes de fragilité pèsent sur l'économie mondiale. La crise asiatique est loin d'avoir produit tous ses effets, comme le montrent les difficultés de l'économie japonaise. L'économie américaine connaît depuis neuf ans une croissance exceptionnelle, mais les prémices d'une surchauffe se profilent. Votre rôle est donc de prévoir un éventuel retournement de conjoncture, et d'y préparer notre économie.

Or vous ne cessez de nous dire : dormez, ne vous inquiétez pas, je veille... En réalité le Gouvernement ne fait que contempler, ravi de l'aubaine, une situation temporairement favorable, et ne s'aperçoit pas que le monde change. Nos partenaires musclent leurs économies pour affronter la mondialisation ; ils anticipent, ils gouvernent quand vous vous contentez d'administrer. Et pendant ce temps vous dilapidez les marges de manœuvre et sacrifiez l'avenir au présent. C'est cette irresponsabilité que nous voulons sanctionner. Certes toutes ses conséquences n'apparaissent pas encore aux Français, parce que vous bénéficiez encore des efforts qu'ils ont accomplis à la demande des gouvernements précédents, pour restituer à la France une autonomie de décision et d'action que vos politiques antérieures avaient gravement amputée.

Ce qui manque à votre politique, c'est le courage et, d'abord, en matière budgétaire. Vous renouez avec l'augmentation des dépenses publiques, contrairement à tous nos partenaires industrialisés, et de surcroît en privilégiant le fonctionnement sur l'investissement. Nous ne sommes pas hostiles par principe à la dépense publique, à condition qu'elle soit productive et prépare l'avenir. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui ; et vous vous défaussez des conséquences de votre politique sur vos successeurs. Vous avez en la matière d'illustres devanciers. Votre attitude répète celle du gouvernement de Michel Rocard qui, profitant en 1988-1989, d'un environnement économique avantageux, préféra grever l'Etat de charges supplémentaires plutôt que de poursuivre son désendettement. En 1992-1993, il a fallu commencer à payer la facture dans un contexte de récession, et les Français savent qu'elle pèse toujours sur leurs impôts.

Ce qui me conduit à évoquer votre politique fiscale. Chacun sait que la France connaît un taux de prélèvements obligatoires exceptionnellement élevé. Votre première décision a été d'augmenter de 20 milliards les charges fiscales des entreprises. Avec le budget 1998 et la loi de financement de la Sécurité sociale, c'est un prélèvement supplémentaire de 60 milliards que vous avez opéré sur les entreprises, les épargnants, les retraités, les familles. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) Après quoi vous annoncez votre intention de réduire l'an prochain le niveau de nos prélèvements obligatoires. Nous ne pouvons pas vous croire.

Cette pression fiscale étouffe l'initiative, décourage les forces vives, contribue au départ à l'étranger de trop de cadres et de jeunes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) Elle est à la fois cause et effet de l'affaiblissement de notre appareil productif et de la montée du chômage. Depuis plus de vingt ans, les prélèvements obligatoires sur les particuliers et les entreprises se sont accrus, jusqu'à absorber la moitié de la richesse nationale, sans que le chômage recule et que la solidarité soit mieux assurée.

C'est de cet engrenage qu'il faut sortir. Vous devez admettre que plus d'impôt n'implique pas automatiquement plus de solidarité, et qu'à l'inverse plus de liberté pour nos entreprises ne signifie pas forcément moins de solidarité entre les Français. Jusqu'où devrez-vous aller pour comprendre votre erreur et changer de politique ? Vous n'arrivez pas à sortir de vos ornières, parce que vous êtes enfermé dans une idéologie obsolète.

Interrompant la politique engagée par Alain Juppé, vous avez choisi une nouvelle fuite en avant des prélèvements obligatoires : abandon de la baisse de l'impôt sur le revenu, alourdissement de l'impôt sur les sociétés, à l'inverse de ce que fait M. Blair, matraquage des familles avec le plafonnement des allocations familiales et la remise en cause de l'AGED. Et que nous proposez-vous aujourd'hui ? Une réforme contestable de la taxe d'habitation et quelques aménagements à l'impôt de solidarité sur la fortune. Ces projets démagogiques n'ont rien à voir avec une vraie réforme fiscale, qui mettrait fin aux aberrations de notre système injuste, démoralisant, pénalisant pour l'investissement et pour l'emploi. (*Applaudissements bancs du groupe du RPR*) Vous n'avez aucune excuse pour différer cette réforme fiscale, car la conjoncture est avec vous : c'est quand revient la croissance qu'il faut entreprendre les réformes indispensables et qui préparent l'avenir.

Il est impardonnable de ne pas s'attaquer vraiment aux problèmes de fond de notre économie et de notre société : l'adaptation des grandes entreprises, notamment Air France et le secteur de l'aérospatiale, et le maintien de pôles nationaux de décisions économiques, qui passent par une loi sur les fonds de pension ; l'avenir du système de retraite, ou encore l'amélioration de nos dispositifs d'insertion des chômeurs. Or, sur ces sujets, nous attendons vainement les orientations du Gouvernement. Nous voyons des commissions, des consultations, des rapports, mais tout cela ne fait pas une politique. Là encore on se croirait revenu au temps du gouvernement Rocard, à l'époque des symposiums et des colloques, de l'immobilisme, des occasions manquées, pour les Français.

Ce qui vous empêche, Monsieur le Premier ministre, de mettre en route la réforme fiscale et les autres réformes structurelles dont notre pays a besoin, c'est votre goût immodéré pour ce mélange de vernis idéologique et d'habileté médiatique qui est la marque de fabrique de votre politique. Oui, nous déplorons vos orientations fiscales, contraires aux nécessités et aux attentes de nos compatriotes et qui ne peuvent être que néfastes à terme pour notre économie et pour l'emploi.

Ce n'est pas seulement en matière fiscale que vous êtes mus par des conceptions d'un autre temps. Vous avez abordé l'importante question de l'aménagement du temps de travail avec un dogmatisme, à mille lieues des intérêts du pays. En dépit du bon sens, vous avez réduit la durée du travail à 35 heures. Passons sur la méthode, qui n'a eu pour résultat que de ralentir, voire de briser le dialogue social. Personne ne sait aujourd'hui comment vous allez vous y prendre pour passer aux 35 heures, et personne ne peut dire, même au sein de votre Gouvernement, si cette mesure créera des emplois. D'habitude tellement sûre d'elle, votre ministre de l'emploi est dans l'incertitude.

La réduction du temps de travail aura des effets négatifs sur la consommation et l'emploi, car elle réduira l'offre de services et obligera les entreprises à compenser les surcoûts salariaux par des gains de productivité.

J'ai peur que vous ne fassiez pas longtemps "la course en tête", pour reprendre votre expression. Tous les observateurs ont dit que vous faisiez surtout cavalier seul. Il suffira que le temps fasse son œuvre pour que les Français s'en aperçoivent. J'espère que les dégâts que causeront votre immobilisme et votre dogmatisme ne seront pas trop importants.

Contradiction majeure : alors que vous affichez votre engagement européen, jusqu'à accepter la logique et les conséquences de l'union monétaire et du marché unique, vous restez fidèle à l'économie administrée ! Tel un funambule, vous avancez sur un fil étroit, en tâchant de ne pas tomber d'un côté ou de l'autre. Une manifestation survient, et vous ouvrez les vannes. Puis vous fermez le robinet, jusqu'à la prochaine manifestation. La conduite de la France exige plus de sérieux. (*Protestations bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV*)

Ce pilotage à vue contente votre majorité, mais elle empêche notre pays de se réformer, alors que la conjoncture vous donne des marges de manœuvre dont ne disposait pas le précédent gouvernement.

L'euro est pour vous un formidable alibi. Comme le disent les éditorialistes, il vous empêche de faire trop de bêtises et vous permet de ne pas apparaître comme le censeur de vos alliés. N'endossant pas la responsabilité de votre politique, vous dites à votre majorité : "c'est la faute à l'euro", comme on chantait naguère "Je suis tombé par terre, c'est la faute à Voltaire, le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau". (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) Vous faites ainsi de la monnaie unique la responsable de toutes les frustrations et de l'Europe le carcan des peuples. Cette attitude est dangereuse et irresponsable.

Vous avez certes posé des conditions au passage à l'euro et vous vous dites satisfait par la création d'un contrepoids politique à la banque centrale. Mais les résultats de vos efforts sont loin de vos espérances, comme l'a montré Philippe Séguin l'autre jour à cette tribune. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*)

Plus grave, votre politique ne nous met pas en situation d'exercer une influence suffisante en Europe. Heureusement, le Président de la République, par sa détermination, a donné une autorité particulière à la France.

Pour compter dans le débat européen, il faut être fort. La construction européenne ne fait pas disparaître les rapports de force entre les nations. Cependant, ni votre politique budgétaire, ni votre politique fiscale, ni les 35 heures ne préparent la France à la compétition internationale.

Affaiblis par une politique économique qui étouffe l'activité et qui taxe la réussite, nous risquons d'entrer dans l'union monétaire pieds et poings liés. Votre politique ne donne pas à notre appareil productif les moyens d'affronter la mondialisation des échanges.

L'euro ne doit pas être une occasion manquée. L'Europe n'est pas une procédure, elle est un dessein. Nous devons le poursuivre, sans avoir l'impression d'accomplir une corvée, mais en nous mobilisant comme nous y invite le Président de la République.

Tel n'est pas le sens de votre politique, qui décourage le travail, pénalise l'investissement et alourdit les contraintes.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier ministre, nous censurons l'action de votre Gouvernement.

Vos interventions de la semaine dernière, dans cet hémicycle comme dans les médias, n'ont révélé aucune ambition européenne. J'en arrive à me demander si, au fond de vous-même, vous croyez vraiment en l'importance de l'Europe pour la France. D'ailleurs, si vous aviez une telle conviction, c'est une tout autre politique que vous mèneriez.

C'est moins votre politique que votre absence de politique, pour l'Europe et pour la France, que nous censurons. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste*)

Monsieur le Premier ministre, tant que vous poursuivrez de la sorte, vous vous heurterez à l'ensemble de l'opposition UDF-RPR et bientôt les Français manifesteront leur mécontentement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. Roland Carraz - Avant de m'exprimer au nom des députés du Mouvement des citoyens, je souhaite indiquer la position des autres composantes du groupe RCV.

Les députés radicaux de gauche, dans un texte qu'ils m'ont chargé de vous lire, "constatent que l'opposition nationale n'a pu, un an après la dissolution, surmonter ses handicaps, ses divergences et ses querelles de personnes. Nos concitoyens ne savent plus où situer la droite sur l'échiquier politique, car elle ne représente plus que le vide. A l'évidence, la faiblesse des considérants de cette motion de censure montre que la droite ne constitue pas une alternative crédible. Les radicaux de gauche réaffirment donc leur soutien au Gouvernement".

Quant aux députés Verts, ils "se réjouissent de constater que la majorité ouvre un à un les chantiers, qu'il s'agisse des emplois-jeunes, des 35 heures, ou des mesures nouvelles concernant les transports, l'énergie et l'agriculture. Ils attendent l'examen de la loi sur l'aménagement du territoire et approuvent les décisions prises en vue de démocratiser notre vie publique".

En règle générale -tel est du moins l'esprit de la Constitution- la motion de censure est déposée par l'opposition pour s'opposer à un texte important ou pour relayer au Parlement un fort mécontentement du pays. Rien de tel aujourd'hui. Cette motion est née de l'incapacité du RPR à prendre une position claire à propos d'une modeste résolution sur l'euro, sans effets juridiques. Je constate que le pays est confiant et que le Gouvernement, conforté par les dernières élections locales, alors que ce type de consultations est traditionnellement difficile pour la majorité en place, tient solidement les commandes.

Encore qu'il faille les lire avec circonspection, les sondages montrent que le moral de nos concitoyens s'améliore, même si beaucoup d'entre eux restent dans l'expectative.

Pour la première fois depuis longtemps, une équipe au pouvoir depuis plus d'un an n'est pas devenue impopulaire. Il s'agit en outre d'une équipe soudée. Le gouvernement de la gauche républicaine travaille avec sérieux et persévérance. Monsieur le Premier ministre, vous disposez d'un atout capital : la confiance des Français.

Alors, pourquoi cette motion de censure ? Quel est le sens de cette initiative surprenante ? Est-elle vraiment dirigée contre vous, Monsieur le Premier ministre, ou contre le Président de la République, pour marquer l'anniversaire d'une autre motion de censure : celle qu'il avait lui-même déposée il y a un an, *via* la dissolution, contre le gouvernement de votre prédécesseur ?

Autre hypothèse, il s'agit de resserrer les rangs du groupe RPR, divisé la semaine dernière entre ceux qui voulaient dire oui en disant non, ceux qui voulaient dire non en disant oui et ceux qui n'ont pas pris part au vote.

Certes, pour censurer le Gouvernement, l'unanimité RPR-UDF se reconstituera pendant quelques minutes. Mais cela fera-t-il vraiment avancer les affaires de l'opposition ?

Cette motion de censure ne mettra pas fin à la crise de la droite, crise telle que le président du RPR lui-même n'hésite pas à évoquer "la chienlit" qui se serait installée dans l'opposition, tandis que *Le Figaro* (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) titrait, dans son édition de mardi : "le désarroi RPR-UDF".

Elle ne suffira pas non plus à faire obstacle à la progression du Front national aux dépens de l'électorat UDF-RPR, dont une enquête récente révèle qu'il est de moins en moins insensible aux thèses de l'extrême-droite. Le vrai fait nouveau, c'est moins la progression en voix de l'extrême-droite que la collusion entre les petits notables régionaux de la droite et l'extrême-droite.

Pour ma part, je ne souhaite pas que la démocratie en vienne à se réduire, comme à Toulon au deuxième tour de l'élection législative, à un face à face entre le Front national, d'une part, le parti socialiste et ses alliés, d'autre part, un face à face construit sur les décombres d'une droite désabusée, effondrée et impuissante. Ni la gauche, ni la République n'ont intérêt à un tel affaiblissement de la droite républicaine.

En vérité, on voit bien que le but de la droite n'est pas de sanctionner le Gouvernement mais de tenter d'ériger à la hâte une faible digue qui pourrait la sauver de la noyade, tant il est vrai qu'on la voit prendre l'eau de toutes parts, de la mairie de Paris au conseil régional de Rhône-Alpes, de la Picardie à la rue de Lille et du Var à la Bourgogne ! Pour une fois, je ne suis pas "fier d'être bourguignon"...

Le groupe RCV ne s'associera évidemment pas à cette démarche et appelle, à l'unanimité de ses composantes, à repousser cette motion de censure. Il y a pour cela de bonnes raisons.

La première est qu'il apprécie la méthode Jospin. Depuis juin 1997, le Gouvernement et sa majorité mettent en œuvre une politique nouvelle, à partir d'une approche radicalement différente de l'action publique et des pratiques politiques.

Vous êtes parvenu, Monsieur le Premier ministre, à instaurer dans vos rapports avec votre majorité un climat de tolérance et de dialogue qui n'exclut pas la cohérence ni la fermeté de la ligne politique. Vous avez inventé une nouvelle manière de gouverner, fondée sur l'écoute de vos ministres et sur leur responsabilité individuelle et collective.

Il est vrai, le groupe RCV en est à lui tout seul la plus belle illustration, qu'il y a débat dans la majorité sur plusieurs dossiers.

Ces débats ont pu être vifs ; il est même arrivé que certains franchissent la limite entre la nécessaire expression et l'indispensable cohérence de la majorité sur ses orientations fondatrices, celles de la campagne législative de juin 1997, celles qui constituent notre ciment et le pacte majoritaire de la gauche républicaine -expression que je préfère pour ma part à celle de "gauche plurielle". Dans ces moments, Monsieur le Premier ministre, vous avez toujours su recadrer le débat, rappeler les principes et affirmer une ligne de conduite.

Vous avez compris, avant les autres, les aspirations de nos concitoyens à une autre pratique de gouvernement fondée sur la clarté, la simplicité, l'honnêteté et la transparence.

Vous avez compris, alors que cinq formations politiques différentes participent au Gouvernement, qu'il serait factice de prétendre perpétuer un unanimité de façade.

Vous avez su aussi, par vos interventions fréquentes ici même, en particulier lors des questions au Gouvernement, contribuer à réhabiliter quelque peu le Parlement.

Cette méthode plaît aux Français, dès lors que tolérance et cohérence marchent du même pas. Elle permet à la politique de reprendre ses droits.

La deuxième raison du soutien déterminée que vous apportez aujourd'hui le groupe RCV, c'est que depuis un an, vous avez incontestablement commencé à redresser la situation particulièrement difficile dont vous avez hérité en juin 97. Rappelons cet héritage : un chômage porté à un niveau sans précédent entre 1993 et 1997 ; une augmentation apocalyptique de la dette publique, portée entre ces mêmes dates de 40 à 57 % du PIB ; un climat social fortement dégradé ; une Europe qui se faisait aux conditions allemandes.

Dix mois après, nous constatons le retour de la volonté politique comme moteur de l'action publique. Avant vous, les gouvernements de droite et même de gauche qui se sont succédé expliquaient aux Français qu'il n'y avait pas de marge de manœuvre, qu'il fallait se plier au monétarisme et au libéralisme, que la mondialisation de l'économie était inéluctable et qu'il fallait accepter avec résignation les conséquences de celle-ci sur l'emploi.

Il est clair aujourd'hui que la politique d'accrochage du franc au mark, des taux de change surévalués, des taux d'intérêts excessifs ont été sans doute à la source d'une stagnation économique qui a gonflé le déficit et la dette et créé des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires, contribuant ainsi à l'aggravation de la crise sociale dont se nourrit le Front national. Cette crise vient donc de l'incapacité collective où nous fûmes d'apporter une réponse républicaine au défi de la mondialisation libérale. Vous avez, là aussi, osé rompre avec le passé en affirmant la vertu conductrice d'une volonté politique capable de s'imposer aux dogmes du libéralisme ! D'où votre politique de soutien à la demande intérieure, la création des emplois-jeunes et la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, l'amélioration des minima sociaux, le projet de loi sur l'exclusion...

Et les résultats sont là, qui démentent le présupposé cher à la droite française, selon lequel toute mesure sociale fait nécessairement obstacle à la croissance économique et au bénéfice des entreprises. Le chômage recule, l'investissement, la consommation et la production industrielle progressent et les comptes de la Sécurité sociale commencent à se redresser sensiblement.

On vous dit souvent que vous avez la chance d'avoir bénéficié d'une bonne conjoncture internationale, notamment avec la remontée du dollar. C'est vrai, mais ce n'est pas un défaut d'avoir de la chance lorsqu'on dirige un pays. Et encore faut-il savoir faire fructifier les opportunités. Là, on ne doit plus parler de chance mais bien de réussite : par une politique habile de soutien de la demande, vous avez restauré la confiance de nos concitoyens, qui est indiscutablement à l'origine du retour de la croissance.

Le retour de la volonté publique, vous l'avez également affirmé sur la scène européenne.

Vous le savez, Monsieur le Premier ministre, le Mouvement des citoyens a maintenu ses objections de fond sur la monnaie unique. Nous pensons que celle-ci devrait couronner et non précéder le processus de rapprochement des peuples, et nous constatons qu'il n'existe pas encore de peuple européen. Mais nous reconnaissons que votre Gouvernement est le premier à avoir concrètement tenté d'infléchir cette construction européenne. L'inclusion de l'Italie et de onze pays dans le premier train de l'euro est une victoire pour ceux qui se sont toujours battus contre le projet, cher aux démocrates-chrétiens allemands, de noyau dur à cinq. Le sommet européen de Luxembourg a marqué la prise en compte, au niveau européen, de la question de l'emploi. Enfin, le Conseil de l'euro constitue le début d'un rééquilibrage politique face à la puissance de la Banque centrale indépendante.

Monsieur le Premier ministre, le Mouvement des citoyens vous soutient dès lors que vous n'opposez pas l'Europe à la République comme le font les libéraux, dès lors que vous réussissez à crédibiliser la possibilité d'une voie française en Europe, dès lors que vous tentez de réorienter la construction européenne.

Il vous soutient aussi quand vous dites non à l'AMI, à Sir Leon Brittan et au paquet Santer, quand vous faites entendre, sur la scène diplomatique, aux côtés du Président de la République, la voix indépendante et forte de la République au service de la paix.

Le Mouvement des citoyens vous soutient aussi dans votre lutte contre l'insécurité. La gauche a longtemps limité ses analyses dans ce domaine à la seule dénonciation des déséquilibres sociaux, qui sont effectivement à l'origine de cette montée de la violence urbaine. Mais cette réponse trop générale ne peut suffire et l'un des grands mérites de votre Gouvernement est d'avoir pris enfin en charge ce problème qui préoccupe beaucoup de Français. Il l'a fait sur la base des principes clairs posés lors du colloque de Villepinte.

Sachez à ce propos, Monsieur Debré, que dans le rapport que j'ai rédigé avec un sénateur de l'opposition, je préconise l'application de la loi d'orientation de janvier 1995 que le groupe RPR a votée. N'accusez donc pas le Premier ministre de charger la mule quand c'est vous qui faites l'âne !

La troisième raison de notre soutien est la plus élevée. Cette raison, c'est le retour de la République comme ligne d'action du Gouvernement, dans tous les domaines. La vitalité des idées républicaines dépend directement de la volonté politique. Pour mobiliser les citoyens, la République a besoin que les gouvernants apparaissent porteurs de valeurs fortes.

De fait, le Gouvernement a massivement promu la participation des femmes à la vie politique, et il a commencé à faire appliquer avec vigueur la loi républicaine en Corse, rompant avec la complaisance de l'époque précédente. (*Interruptions sur les bancs du groupe du RPR*) Le Gouvernement, dans le même esprit, a élaboré deux projets restreignant le cumul des mandats. Il conduit, dans le domaine de l'immigration, une politique équilibrée et courageuse, qui a dû écarter la surenchère d'une partie de la droite accrochée aux thèses du Front national... (*Interruptions sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. Jean-Louis Debré - Qui, sinon vous, a eu une majorité grâce au Front national ?

Plusieurs députés socialistes - Millon !

M. Roland Carraz - Monsieur Debré, soyez plus philosophe. Vous vous présentez comme un martyr, alors que vous n'êtes pas vierge en politique. D'ailleurs, on ne peut pas être à la fois philosophe, vierge et martyr ! (*Sourires*)

Monsieur le Premier ministre, vous vous êtes attaché à réhabiliter la volonté politique, dont nos concitoyens étaient en train de désespérer. Beaucoup sont encore dans l'expectative, comme en témoignent le fort niveau d'abstention et le vote d'extrême-droite, qui n'est pas seulement un problème pour la droite.

Beaucoup de chantiers sont encore devant vous, de la lutte contre le chômage jusqu'à l'aménagement du territoire. Pour confirmer votre réussite, vous avez besoin de temps.

Ce temps, vous en disposez, car les Français vous font confiance. Cette motion de censure n'est qu'un petit épisode sur le long chemin de croix promis à la droite, si elle ne se résout pas courageusement à faire clairement le choix de la République. (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. Jean-Louis Debré - Je suis aussi républicain que vous !

M. Roland Carraz - Ce soir, après le rejet de cette motion-alibi, votre gouvernement, fort de la confiance renouvelée de sa majorité et en particulier du groupe RCV unanime, pourra se remettre au travail, c'est-à-dire construire une République moderne et faire vivre une France républicaine et laïque, débarrassée du Front national, dans une Europe tournée vers la démocratie et le progrès social.

Voilà notre tâche de représentants du peuple. Mais il faut pour cela que tous nous aimions et défendions la République. Le groupe RCV votera contre la motion de censure. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RCV et du groupe socialiste*)

M. le Président - En indiquant qu'il n'était pas possible d'être philosophe, vierge et martyr, M. Carraz ne faisait allusion à personne !

M. Jean-Louis Debré - Bien entendu !

M. François Bayrou - Il y a quatre ans à peine, le 13 avril 1994, le groupe socialiste déposait sa première motion de censure de la législature contre le gouvernement de M. Balladur. M. Malvy commençait en affirmant qu'il savait bien qu'il n'avait pas beaucoup de chances de la faire adopter. C'était une litote, puisque les députés des deux groupes de la gauche atteignaient à peine le chiffre de quatre-vingt dix. C'est dire que les choses qui paraissent le plus assurées, comme celles qui paraissent le plus compromises, se renversent plus vite qu'on ne le croit. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*) Message adressé aux uns comme une consolation à leurs incertitudes présentes, et aux autres pour leur permettre de méditer cette pensée de Lao Tseu : "On n'est jamais à l'abri d'un coup de froid" !

Le mot latin dont vient "censure", ne signifie pas seulement prononcer une condamnation, mais aussi critiquer et exercer son jugement. Notre censure a pour objet d'inviter le pays, et peut-être vous-même, à exercer jugement et esprit critique sur votre politique.

Vous êtes un Premier ministre heureux dans les sondages. Vous bénéficiez de la bonne fortune d'une croissance, que vous avez trouvée en héritage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*) Vous n'êtes pas maladroit, même si parfois on voit percer sous l'homme habile une intolérance dont nous avons eu ici deux ou trois exemples. Au bout d'un an, les choses, en apparence, vont plutôt bien pour vous. Mais votre politique emprunte à la cigale de la fable : "Que faisiez-vous aux temps chauds ?" "Je chantais, ne vous déplaît !" Quand viendront les temps plus difficiles, vous n'aurez pas traité les problèmes de la France et ce seront les Français qui danseront.

Vous déclariez, en juin 1997, qu'on ne pourrait juger votre politique économique qu'au bout de dix-huit mois, le temps qu'elle porte ses fruits. C'était sage et juste, ces dix-huit mois nous mènent à la fin de 1998. Ce qui vient avant, ce ne sont donc pas les fruits de votre politique, mais ceux de la politique du gouvernement précédent. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste ; applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Mme Odette Grzegorzulka - Sophisme !

M. François Bayrou - La dissolution, c'est vrai, a montré que cette embellie n'était pas attendue. Nous péchions par pessimisme. Je vous accorde que vous n'avez pas desservi cette croissance inattendue.

Mais permettez-moi de sourire lorsque vous affirmez que vous avez eu une politique de soutien à la croissance. Le gouvernement japonais vient d'annoncer un plan de soutien de 760 milliards de francs sur deux ans. Et les analystes se montrent sceptiques : le Japon a, ces dernières années, engagé dans le soutien à la croissance quelque 1 360 milliards, et cela n'a pas suffi. Les 6 milliards de mesures que vous avez prises représentent cinquante fois moins proportionnellement. Ne vous parez donc pas de plumes de paon. Vos choix n'ont pas desservi, mais ils n'ont pas fait la croissance, qui est due à la hausse du dollar, à l'assainissement des entreprises en France, aux taux d'intérêt très bas. La politique de la Banque de France que vos amis critiquaient beaucoup, vous devez aujourd'hui la trouver sympathique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*) De plus, nous bénéficions, grâce à la perspective d'une monnaie européenne solide, de l'avantage traditionnel du dollar.

C'est pourquoi l'euro n'est plus un pari. Il porte déjà des fruits. Et cela a encouragé le groupe UDF à voter presque unanimement la résolution approuvant le passage à l'euro. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF*)

Mais notre qualification pour l'euro, vous en connaissez les faiblesses. Malgré des rentrées fiscales améliorées par le rythme de croissance, malgré, en 1997, vingt-quatre milliards d'impôts supplémentaires, malgré l'abandon du plan de réforme fiscale qui garantissait à tous les contribuables une baisse de leur imposition, la France est arrivée dernière de tous les pays qualifiés avec un déficit de 3,02 % du PIB. Sans doute le précédent gouvernement s'inquiétait. Mais c'était au printemps, avant croissance, avant impôt. A ce moment l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, étaient dans la même inquiétude. Tous ont réduit plus fortement que nous leur déficit.

Toutes les conditions étaient réunies pour mieux contrôler la dépense publique. Vous n'avez pas saisi la chance. Après trois années de contrôle efficace, vous reprenez le chemin des hausses. Vous nous annoncez que notre déficit passera à 3 % cette année et à 2,5 % l'année prochaine. Mais le président de l'Institut monétaire européen vous dit au contraire que le chiffre pour cette année est inquiétant, parce qu'il ne marquerait aucun progrès sur l'année dernière, et un échec en temps de conjoncture idéale, c'est doublement un échec. Tout le monde a à l'esprit le gaspillage des fruits de la croissance dans les années 1988-1991 qui a abouti, au moment de la récession, à un déficit de 6,2 %.

En passant de 6,2 à 3,5 %, nos deux gouvernements ont fait, dans des temps difficiles, la moitié du chemin. Si vous aviez choisi de continuer cet effort, dans les temps de forte croissance, l'objectif du déficit zéro qu'ont atteint des pays aussi différents que les Etats-Unis et l'Irlande, sans parler du Luxembourg, pouvait être atteint en quatre ou cinq ans. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

M. Alain Barrau - Ce n'est pas dans le traité de Maastricht !

M. François Bayrou - Quand la dette publique dépasse les 58 % du PIB, et que les intérêts de cette dette absorbent les deux tiers de notre impôt sur le revenu, essayer de la réduire, ce n'est pas se conformer aux critères de Maastricht, c'est répondre à l'intérêt national de la France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Deuxième observation de fond, parmi les réformes que chacun sait urgentes, certaines n'ont pas été abordées à ce jour.

Prenons l'exemple des retraites : les experts et toutes les personnes de bonne foi sont certains que d'ici à 2015, le déséquilibre démographique portera un coup, qui risquerait d'être fatal, à notre système par répartition. Les précédents gouvernements avaient engagé la réforme des systèmes de retraite : M. Balladur et Mme Veil en ont fait une priorité. La gauche a critiqué cette réforme. Alain Juppé, dans la tourmente de décembre 1995, a voulu traiter des régimes spéciaux. Vous avez tout fait pour que cette réforme soit abandonnée. Aujourd'hui, vous êtes au pouvoir depuis un an, qu'avez-vous fait ? ("*Rien !*" sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR)

Dans la gamme des outils possibles, il y a assurément les fonds d'épargne retraite. Sous le précédent gouvernement, le groupe UDF a fait adopter une loi qui créait ces fonds sans remettre en cause le système par répartition. Par idéologie, vous avez annoncé que vous la supprimeriez avant toute application. Pendant ce temps les entreprises françaises sont privées d'accès à ce capital national qui les rendrait moins vulnérables à des OPA inamicales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF*) Résultat paradoxal que notait un observateur récemment, ce sont les épargnants du Milwaukee et de l'Iowa qui profitent de la montée de la bourse française, non les épargnants et retraités français ! (*Applaudissements bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Quant à la réforme fiscale elle est enterrée. Vos prédécesseurs avaient mauvais temps : pourtant ils ont mis en chantier, même au prix de l'impopularité, des réformes importantes. La Sécurité sociale a maîtrisé ses dépenses. Vous aviez pourtant vilipendé Alain Juppé et Jacques Barrot. Aujourd'hui, on annonce le retour à l'équilibre. C'est le gouvernement précédent, et non le vôtre, qui doit s'en voir reconnaître le mérite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Vous bénéficiez d'une période faste : vous n'en profitez ni pour réduire la dépense publique, ni pour commencer les réformes indispensables. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Mais, allez-vous me répondre, nous avons mis en place une politique de l'emploi. Cette politique n'est pas la bonne. Loin de résoudre les problèmes du chômage, elle les aggravera inéluctablement.

Je ne reprendrai pas l'ensemble des arguments échangés dans les débats qui ont été fort longs.

En résumé, nous croyons que les emplois-jeunes, s'ils ont leur utilité, se trompent de cible. C'est une bonne idée de rechercher des besoins sociaux sans réponse pour créer de l'activité, grâce à l'apport de fonds publics. Mais réserver ces emplois, d'ailleurs moins nombreux aujourd'hui que promis, sauf à l'Education nationale, à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur...

M. Patrice Carvalho - Pas du tout !

M. François Bayrou - ...c'est détourner de l'emploi véritable ces jeunes qui sont normalement les mieux armés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*) En revanche, c'est laisser sur le bord de la route ces autres jeunes sans formation, au chômage souvent depuis plus longtemps, trébuchés de formation sans but en contrat sans avenir, et surtout les plus âgés, RMistes ou chômeurs en fin de droit, qui relèveraient vraiment de cette forme active de solidarité. Ajoutons, enfin, qu'il y a là un coût très lourd qui pèsera sur les dépenses publiques. Nous le savons tous, beaucoup de ces emplois seront pérennisés et viendront augmenter le tableau des effectifs de la fonction publique. Les revendications commenceront assez vite ; il faudra les titulariser.

M. Patrice Carvalho - Parce qu'on aura besoin d'eux !

M. François Bayrou - Il faudra réouvrir ces carrières fermées. On n'aura rendu service ni à l'Etat, ni à ses finances, ni à ces jeunes, ni à leurs camarades. Car vous aurez contribué à asseoir cette idée absurde : que l'on lutte contre le chômage par la création d'emplois publics, alors que c'est probablement le contraire qui est vrai. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Sur les 35 heures, c'est la réalité qui nous départagera. Mais vous savez avec quelle inquiétude, avec quel sentiment d'assister à une grave et peut-être irréversible erreur, nous vous avons vus vous engager dans cette voie. La question du temps de travail ne peut pas être traitée d'en haut, (*Interruptions sur les bancs du groupe communiste*) autoritairement, par le biais de la loi. Votre démarche aura comme conséquence directe l'augmentation du coût du travail en France ou la baisse du pouvoir d'achat des salariés ; sans doute les deux. ("*Cassandra !*" sur les bancs du groupe socialiste)

Dans les scénarios publiés hier après-midi par un "grand journal du soir", le passage aux 35 heures n'était créateur d'emploi que si les salariés acceptaient une baisse de leurs salaires. (*M. Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances fait un geste de dénégation*)

Le SMIC en est l'illustration. Un SMIC, deux SMIC, SMIC horaire, SMIC mensuel, votre Gouvernement laisse planer l'incertitude, mais vous n'éluderez pas le choix. L'emploi sera plus cher en France. Et l'argument de votre ministre du travail, à savoir que l'Etat compensera à l'entreprise la différence, ne convainc que les convaincus. Car la matière fiscale est unique et, au bout du compte, c'est toujours le travail qui paie l'impôt. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Permettez-moi d'ajouter un argument qui n'a pas beaucoup été utilisé. ("*Ah !*" sur les bancs du groupe socialiste) Avez-vous réfléchi au fait que votre décision des 35 heures va mettre en danger, outre l'emploi, le système des retraites ? Le travail étant plus cher dans un seul pays de la zone euro, les entreprises chercheront à augmenter leur compétitivité ou seront amenées à se délocaliser. La masse salariale française se réduira, et avec elle l'assiette de la répartition des retraites.

Et cette décision néfaste, vous la prenez dans le moment du plus grand risque. Cette nuit, tenu éveillé par la moins noble des raisons, comme disait Brassens, je veux dire la toux, je me suis livré à une activité inhabituelle pour moi à cette heure : j'ai regardé sur LCI un débat entre Hervé de Charette et Robert Hue. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*) Vous ne serez pas étonnés que je me sois retrouvé d'accord avec M. de Charette, sauf sur un point, où j'ai donné raison à M. Hue. ("*C'est bien !*" sur les bancs du groupe communiste) Il expliquait que l'euro se traduirait par moins de souplesse sociale en France. C'est vrai, du moins si l'on s'entend sur le sens de "souplesse sociale". Autrefois, chaque fois que l'on consentait des avantages sociaux artificiels, sans contrepartie économique, on avait toujours un filet de sécurité ou une corde de rappel : par une dévaluation, un ajustement monétaire, on pouvait rendre à l'économie française la compétitivité perdue. Maintenant, c'est fini. Nous nous en félicitons parce que nous croyons au sérieux de la gestion. Mais prendre la décision des 35 heures en une période où nous serons ainsi contraints par l'euro, c'est un énorme risque d'accident économique pour la France. L'argument de M. Hue devrait vous donner à penser, Monsieur le Premier ministre. Avec l'euro, les erreurs se paieront comptant et c'est, à mon avis, la plus grave des erreurs de votre gouvernement.

Vous avez sûrement lu, Monsieur le Premier ministre, les études sur le chômage en France de MM. Piketi et Olivennes. Par deux méthodes différentes, elles concluent que le principal frein à la création massive d'emplois, notamment dans le domaine de l'emploi peu qualifié, c'est le coût réel du travail en France. Valéry Giscard d'Estaing a produit sur ce sujet, il y a trois ans, une étude très éloquente. Bien sûr, il y a d'autres freins : l'excès des règlementations, le manque de souplesse, mais pour les toutes petites entreprises artisanales, les PME qui cherchent leur équilibre, c'est le coût réel de l'emploi, c'est la part des charges, qui est la raison principale. Il existe un "continent des emplois gelés". Et au lieu d'œuvrer pour son dégel, par les 35 heures vous allez en augmenter la surface. Vous avez voulu l'emploi plus cher, vous aurez l'emploi plus rare !

Un dernier mot, sur ce sujet. Imposée par la loi, cette mesure fait faire un grand pas en arrière à une certaine idée de la vie sociale en France. Or rien n'est plus important pour l'avenir que de construire une société de partenaires. Avec votre loi sur les 35 heures, vous faites reculer la société de partenaires.

De même, rien n'est plus important que de défendre et favoriser les communautés où se transmet une certaine idée de la vie personnelle et de la vie en commun : la nation, l'entreprise, l'école et la famille.

M. Patrice Carvalho - Vous les avez bien défendues !

M. François Bayrou - Au fond, vous êtes jacobin ou vous vous comportez comme tel. Vous ne faites pas confiance aux partenaires et aux communautés. L'Etat décide et le préfet applique, ce n'est pas la bonne méthode. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

Bien sûr, vous avez raison pour la Corse. Mais permettez-moi une suggestion, celle de faire entrer dans notre Constitution le droit à l'expérimentation. Les réformes sont presque impossibles à réussir lorsqu'on veut les élaborer d'en haut et les appliquer par la contrainte. Nos contemporains dans une société en crise les redoutent. S'il les voyait expérimenter nous avancerions avec moins de risque. Notre groupe saisira la première occasion pour vous proposer un amendement constitutionnel en ce sens.

Voilà notre sentiment sur votre bilan d'un an. De l'habileté, de la chance, vous n'en avez pas manqué, mais pour l'action politique à long terme, vous n'avez pas fait ce qui devait l'être, et vous vous êtes trompé d'orientation : inaction dans certains domaines, action erronée dans d'autres, alors que vous favorisez la croissance et la politique Monsieur le Premier ministre. Votre première année s'achève : sur la forme, elle a été réussie. Mais ce n'est pas sur la forme que vous serez jugé, c'est sur le courage du long terme et la justesse de vos choix, sur ces deux critères de jugement, pour le groupe UDF, vous méritez l'avertissement de la censure. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

M. Jean-Marc Ayrault - Pourquoi censurer la politique économique du Gouvernement aujourd'hui ? Serions-nous dans de grandes difficultés ? Pourquoi fin avril plutôt que fin décembre ou fin janvier ?

En réalité l'enchaînement des événements qui nous ont conduits ici est connu de tous. Vous comprendrez donc ma réticence devant ce qui est confusion intellectuelle et jeu de miroirs. Car, enfin, il n'est pas raisonnable que, par la grâce constitutionnelle de l'article 49.2, notre ordre du jour soit déterminé par les soubresauts qui agitent le RPR !

Déjà la semaine dernière, plutôt que de saluer le passage à l'euro, nous nous sommes retrouvés dans un psychodrame où ce qui comptait c'était s'opposer au Gouvernement pour ne pas laisser le champ libre au Front national !

Aujourd'hui de même, on essaye de dissimuler la confusion interne au RPR et ses interrogations sur la cohabitation, on s'abrite derrière les exigences supposées de la défense électorale face à l'extrême droite.

L'UDF, en s'associant à cette démarche de censure, montre qu'elle est soumise aux mêmes pressions et aux mêmes tentations. L'élection des présidents de régions l'a hélas clairement démontré. (*"Très bien !" sur les bancs du groupe socialiste*)

La semaine dernière, avant de nous assener une philippique dont il a le secret, M. Séguin qualifiait le passage à l'euro de "non-événement". Dès lors, comment l'organigramme du RPR en serait-il menacé ? Il y a quelque chose d'étrangement narcissique à prendre à témoin la représentation nationale, deux fois en une semaine, de son furieux désarroi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Du moins avons-nous entendu M. Séguin faire l'éloge des gouvernements de MM. Balladur et Juppé. Cela ne manquait pas de sel. Car, enfin, ce qu'ont sanctionné les électeurs l'an dernier c'est bien cette politique qui avait étouffé la croissance sous le poids des impôts et des taxes, confisqué le pouvoir d'achat par des prélèvements additionnels ; cette politique n'avait pas réussi à rétablir les comptes publics, et obnubilée par le coût du travail avait dépensé en pure perte 40 milliards d'allègements des charges patronales.

C'était une politique de cynisme et d'injustice sociale !

C'était elle que le chef de l'Etat voulait consolider en anticipant les élections législatives et en menant une campagne électorale à la hussarde !

Aujourd'hui que reproche-t-on au Gouvernement ? D'avoir redressé les comptes publics ? D'avoir conforté la reprise et assuré la croissance ? D'avoir assuré le passage tranquille à l'euro ?

L'opposition préfère dresser le tableau apocalyptique d'une France écrasée par les dépenses publiques. C'est dérisoire, et tout simplement faux. Le budget est maîtrisé, les prélèvements obligatoires vont baisser en pourcentage de PIB, les rentrées fiscales et sociales sont bonnes, les investissements et la consommation repartent. Le redressement de la Sécurité sociale est en cours.

Surtout, cette critique -improvisée, au fond- témoigne d'une profonde incompréhension de la situation. Une politique économique doit d'abord inspirer confiance, et pas seulement aux marchés mais aux citoyens.

Notre priorité c'est de consolider la croissance et de réduire la fracture sociale. Mais tout ce qu'a fait le Gouvernement, M. Séguin l'a considéré comme une suite de péchés budgétaires, d'erreurs funestes, d'inutiles dépenses.

Erreur les emplois jeunes ? Folie que d'augmenter le traitement des fonctionnaires ? Extravagance que de lutter contre l'exclusion et le chômage ? Fausse route que de donner la priorité à l'éducation et à la recherche ? Ses appréciations caricaturales témoignent que l'opposition n'a rien appris, ce qui explique en partie ses revirements depuis huit jours. Ce serait gaulois si ce n'était attristant.

La majorité et le Gouvernement tiennent simplement les engagements pris il y a un an. Beaucoup a été fait, mais nous savons qu'il faut de nouvelles avancées. Le Premier ministre a ouvert d'autres chantiers -aménagement du territoire, loi d'orientation agricole, relance de la politique de la ville, modernisation de la vie publique, fonctionnement plus démocratique et plus efficace des institutions. Pour y réussir dans les meilleures conditions, il faut mobiliser nos concitoyens car aucun changement ne se fera sans leur adhésion. C'est à cela que nous convie le Premier ministre, et à construire une France moderne dans une Europe de prospérité, de progrès social et de prospérité.

Dans quelques instants, Monsieur le Premier ministre, vous allez nous rappeler les lignes directrices de votre action. Mon propos sera donc simple et bref. Ce débat, à nos yeux, aura eu une vertu essentielle : il nous donne l'occasion de vous assurer de notre confiance à la fois déterminée et amicale !
(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe RCV)

M. Alain Bocquet - Un an après la dissolution de l'Assemblée, ce débat offre à la fois l'occasion de faire un premier bilan et d'aborder la nouvelle étape de l'action de la majorité.

Lucides, légitimement inquiets, exigeants, les Français sont souvent désabusés sur la politique, comme l'a montré la forte abstention aux élections régionales. Ils ne se laissent pas payer de mots, et sont naturellement en droit de demander des comptes à la majorité. Mais la droite peut-elle s'ériger en censeur ? Elle a été censurée deux fois en un an, aux législatives et aux régionales, pour les effets désastreux de sa politique ultra-libérale sur l'emploi, les finances publiques et le pouvoir d'achat. Et elle s'est engagée dans un engrenage lourd de dangers pour la République, en pactisant ici ou là avec le Front national.

La dissolution avait été perçue avec raison comme une manoeuvre politique. La motion de censure en est une autre.

Monsieur le Premier ministre, les communistes ont inscrit leur participation à votre Gouvernement et à la majorité dans la durée. Les citoyens comprennent notre différence et son expression. Elle s'est exprimée sur la CSG, l'immigration et, récemment encore, sur la Banque de France et l'euro. C'est un acquis démocratique. La diversité est une richesse.

Nous ne cultivons pas la différence pour la différence. Simplement, nous sommes communistes : de la dictature du capital, qui exacerbe partout l'exploitation, nous ne nous accommoderons jamais. Ce que chaque individu peut trouver dans le travail de dignité et de liberté et apporter aux autres est brutalement redéfini par un patronat avide de profit qui façonne une société d'inégalités, divisant et isolant sans cesse les salariés. Au contraire, c'est de leur rassemblement que dépend le changement qui s'attaquera aux causes mêmes de ce monde inhumain. Et les communistes ont à cœur d'y contribuer.

Nous sommes de plain-pied dans la majorité. Nous ne sommes pas les porte-parole du Gouvernement, que nous soutenons : nous restons ceux du peuple dans sa diversité. Les communistes veulent que la gauche gagne. Or sa réussite dépend de la réalisation d'objectifs économiques et sociaux précis, avec une priorité absolue : l'emploi.

Depuis un an, des chantiers significatifs ont été ouverts : emploi des jeunes, réduction du temps de travail, réhabilitation du logement social, allocation d'attente pour les chômeurs âgés. Le Gouvernement a imposé la dimension de l'emploi au sommet de Luxembourg. Il est resté ferme face aux Etats-Unis sur le NTM et sur l'AMI.

La pluralité de la majorité s'est exprimée dans les débats législatifs. Pôle social de la majorité, le groupe communiste se veut une force de proposition. Plusieurs de nos amendements ont permis d'enrichir la loi sur les 35 heures. Nous interviendrons dans le même sens dans la discussion du projet sur l'exclusion, dont nous aurions souhaité qu'il soit discuté plus tôt.

De même, aujourd'hui nous disons qu'il faut décider rapidement un moratoire des licenciements, et donner aux salariés et à leurs élus des droits nouveaux en matière d'emploi et de contrôle des fonds publics. C'est une exigence démocratique. Si les efforts en matière de créations d'emplois sont ruinés par les plans de licenciements lourds du patronat, c'est le tonneau des Danaïdes et le chômage ne reculera pas !

Les électeurs viennent de sanctionner l'ultralibéralisme de la droite. Celle-ci regrette de n'avoir pas déréglé plus vite et n'a d'autre projet que de poursuivre dans cette voie. Pourtant, la preuve en est faite par le chômage et la précarité : la France ne s'en sortira pas avec le libéralisme à tout va, qui ne peut qu'aggraver les exclusions.

Par des votes divers et par l'abstention, les Français ont exprimé le souhait que les réformes soient mieux marquées à gauche. Des impatiences s'expriment, des exigences s'affirment. Ceux qui ont accordé leur confiance à la gauche, il y a un an, veulent voir se concrétiser leurs espoirs. Il faut les associer en tous domaines aux choix qui les concernent. Il n'y aura jamais trop d'acteurs pour construire le changement au quotidien. Comment ne pas comprendre la déception, voire la colère des employés du Crédit Lyonnais quand les injonctions de Bruxelles menacent leur emploi ? Comment ne pas partager le mécontentement des salariés de l'automobile, quand on annonce dans ce secteur des milliers de licenciements ? Comment ne pas partager l'inquiétude des enseignants, des parents d'élèves et des étudiants quand les réponses ne suivent pas le rythme des besoins ? Comment ne pas juger scandaleux que l'un des contribuables les plus riches de France, l'homme d'affaires François Pinault, n'ait pas acquitté l'impôt sur la fortune en 1997 ?

Quand les Français nous interpellent, c'est pour pousser au changement à gauche, face à la résistance de la haute finance et au conservatisme de la droite flanquée de l'extrême droite. Face aussi à une technostructure omniprésente, pesante et archaïque. Nous devons mieux les écouter et davantage les associer. C'est la condition du succès d'une politique qui doit se faire avec eux et pour eux. Dans la nouvelle étape qui s'ouvre, il faut trouver un nouvel élan à gauche, et s'attaquer à la crise de la politique que traverse notre pays.

Sur l'Europe, nous souhaitons accroître la coopération européenne, y compris monétaire. Comme l'a montré Robert Hue la semaine dernière, une monnaie commune avec un fonds européen d'aide aux pays en difficulté pourrait animer cette coopération. En revanche, avec la monnaie unique, ce sera la guerre ouverte contre l'emploi à l'intérieur de l'Europe. Loin d'équilibrer les échanges, l'euro va accélérer le développement inégal entre pays comme à l'intérieur de chaque formation sociale. La course patronale aux délocalisations et à la baisse des coûts salariaux va s'accélérer si les peuples n'imposent pas un coup d'arrêt. Pour l'économiste allemand Hans Siebert, proche du chancelier Kohl, le succès de l'euro serait lié au fait que "les salariés joueront le rôle des taux de change". En clair, au lieu de dévaluer une monnaie, on bloquera ou on réduira les salaires. L'euro, c'est de l'or pour les financiers et de la fausse monnaie pour le monde du travail.

L'alternative que prônent les communistes serait une coopération européenne par la mise en cohérence volontaire de nations souveraines. Il faut bien sûr des critères d'appréciation, mais au nom de quoi devraient-ils être exclusivement financiers ? Le premier problème de l'Europe, c'est l'emploi. Dès lors, le premier critère chiffré à prendre en compte ne doit-il pas être celui de la réduction du taux de chômage ? (*"Très bien !" sur les bancs du groupe communiste*) C'est la baisse de 12 à 5 % du taux de chômage, avec des emplois stables, qui devrait servir à valider l'efficacité d'une politique économique.

La soumission aux marchés financiers ne peut que comprimer les dépenses publiques utiles, entraîner chômage et baisse du pouvoir d'achat. Au lieu de rationner les dépenses nécessaires au développement des hommes, il faut s'attaquer aux gâchis de fonds publics et aux prélèvements du marché financier.

Une politique dynamique de priorité à l'emploi doit donner toute son efficacité et sa cohérence à l'important dispositif qu'a mis en place le Gouvernement, en l'appuyant par de nouvelles méthodes. On pourrait par exemple assurer aux comités d'entreprises et aux comités techniques dans les services publics un droit suspensif sur les suppressions d'emplois, transformer les CES en emplois stables, contrôler démocratiquement les fonds publics.

Les Français ne se nourriront pas des commentaires optimistes sur la conjoncture. La plupart des instituts tablent sur une croissance soutenue en 1998 et en 1999. Je m'en félicite mais je serais tenté de dire : et alors ? D'abord ces prévisions risquent de sous-estimer les conséquences de la crise asiatique et du ralentissement annoncé aux USA et au Japon. Mais surtout leur effet sur le chômage est limité. Avec 600 000 emplois créés en deux ans, le nombre des demandeurs d'emplois ne baisserait que de 90 000 cette année et de 30 000 l'an prochain. Certes, c'est un progrès indéniable, car chaque chômeur en moins est une victoire, mais on ne peut en rester là.

La bataille de l'emploi ne se gagnera pas sans de profondes réformes de structure. Il ne s'agit pas de se demander comment répartir les fruits de la croissance, ni de procéder à un saupoudrage des subventions sous la forme contestable d'un redéploiement de crédits budgétaires. Les Français n'ont pas choisi la gauche pour que la France soit le bon élève du pacte de stabilité.

Le pouvoir d'achat est une question vitale. Les médias rabâchent le mode d'emploi de l'euro à des millions de personnes qui se privent chaque jour pour survivre avec quelques milliers de francs par mois. Soyons clairs : il faut très vite une augmentation sensible du SMIC, et un relèvement des minima sociaux, comme le demandent la CGT et les associations de chômeurs. La France est un pays riche ; il y a des Français qui vivent très bien de la crise, et pas seulement quelques milliardaires.

Récemment, mille deux cents représentants des multinationales se sont réunis à Davos avec une seule obsession : comment assurer le plus rapidement possible le retour sur investissement ? Quant furent évoquées les conséquences de leurs décisions sur le niveau de vie de millions d'être humains, ils répondirent tous que ce n'était pas leur problème, mais celui des gouvernements. A eux l'économie, l'argent, aux gouvernements la tâche de jouer les SAMU sociaux. C'est inacceptable ! Il faut refuser ce rôle subsidiaire. Comme vous, Monsieur le Premier ministre, nous souhaitons rendre sa primauté au politique. La citoyenneté et la démocratie sont en jeu.

La méfiance des Français pour la politique est préoccupante, mais elle s'explique par ce qui s'est passé ces dernières années. Ce que les Français rejettent, ce sont les promesses non tenues, les spectacles politiques, les affaires... Il est temps de redonner à la politique ses lettres de noblesse et nous voulons y contribuer. C'est pourquoi nous demandons que notre peuple soit consulté sur le passage à l'euro.

Certains trouvent leur profit dans le malaise de la société. La France a moins besoin de se moderniser que de se démocratiser. Aujourd'hui en effet, les exclus de la citoyenneté se comptent par millions et Air France, Renault ou Peugeot sanctionnent ou licencient les élus du personnel. Au moment où on parle de parité en politique, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à pointer à l'ANPE et celles qui ont un emploi perçoivent des salaires inférieurs d'un tiers à ceux de leurs homologues masculins. Peut-on parler de liberté pour les jeunes qui s'aventurent dans le travail intérimaire ? De plus en plus invoqué, l'Etat de droit ne cesse de reculer.

Les salariés ne seront véritablement des citoyens que lorsqu'ils participeront à la prise de décision dans l'entreprise. Seule cette exigence démocratique peut empêcher une américanisation de notre vie publique.

Les formations de la majorité se doivent de faire écho aux aspirations des Français. Il faut prendre en compte le mouvement social, qu'il s'agisse des chômeurs ou des enseignants.

Le budget pour 1998 a été un budget de transition. Pour que la gauche reste elle-même, la loi de finances pour 1999 doit servir à relancer l'emploi et l'investissement, elle doit rétablir la justice fiscale. Nous avons du travail ! En effet, le prélèvement fiscal est supporté à 80 % par les ménages et à 20 % seulement par les entreprises. L'impôt sur le revenu repose à 85 % sur les salaires et les retraites. Les impôts indirects, la TVA en particulier, frappent plus durement les plus modestes.

Le Conseil économique et social ne vient-il pas, dans son dernier avis de conjoncture, de préconiser une relance de la consommation par une baisse de la TVA et un relèvement des minima sociaux ? Il souligne aussi la nécessité de relancer l'investissement, de soutenir certaines activités et de procéder à une réforme fiscale structurelle.

En relevant l'impôt sur les hauts revenus, en taxant comme les salaires les revenus financiers, il serait possible de développer le service public avec l'argent de la spéculation. Depuis le début de l'année, le CAC 40 a progressé de 25 % et les actions de certaines sociétés ont gagné 70 %. En une année, certaines fortunes professionnelles ont doublé, celle par exemple du propriétaire de Dassault Systèmes. Le groupe AXA, qui a jeté son dévolu sur le marché de la santé, a doublé ses profits en 1997.

L'impôt sur la fortune doit être augmenté et l'ensemble des actifs financiers doit être intégré dans son assiette.

La démocratisation de la fiscalité peut dégager des dizaines de milliards pour l'éducation, la santé, le logement et les collectivités locales. Supprimer les avantages fiscaux des spéculateurs, c'est aussi défendre les entreprises et l'investissement. Les PME ont moins besoin d'un allègement des charges sociales que d'un allègement de leurs charges financières.

Il faut, comme le propose James Tobin, taxer les 1 200 milliards de dollars de capitaux qui circulent chaque jour. Une taxe de 0,5 % rapporterait 300 milliards de dollars. La France ne peut-elle montrer la voie ?

Pour combler les déficits, nous sommes favorables à un emprunt obligatoire pour les banques, les compagnies d'assurances et les hauts revenus. Le Gouvernement hésite. Pourtant, les intérêts de la dette seront de 6 milliards cette année, autrement dit six fois plus que ce qui a été donné aux chômeurs en début d'année. Notre suggestion est donc, plus que jamais, d'actualité.

Pour renflouer les comptes de la Sécurité sociale, il faut modifier l'assiette de la cotisation patronale. Il faudrait aussi que le même taux de CSG s'applique aux revenus financiers et aux salaires.

Un salarié ne peut retarder le paiement de ses cotisations sociales. Un employeur peut se le permettre. Les dettes patronales doivent être mutualisées.

Grâce à ces mesures, les avancées sociales qui s'imposent pourraient être financées, par exemple la retraite aux salariés ayant cotisé pendant 40 ans. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste*) Les allocations familiales pourraient être versées dès le premier enfant et les moyens de santé, renforcés.

Des restructurations vont intervenir dans l'aéronautique, l'armement et le secteur bancaire. La privatisation n'est pas une solution ; le PS et le PCF, dans leur déclaration du 27 avril 1997, excluent d'y recourir. Pour autant, la nationalisation n'est pas la seule réponse à nos difficultés. Si quelques sociétés ayant le monopole de la distribution de l'eau rackettent les usagers et les communes, il faut leur imposer d'assurer un véritable service public de l'eau.

La déréglementation n'abolit les frontières économiques que pour multiplier les frontières sociales.

Il nous faut aussi un secteur financier démocratisé, obéissant à une autre logique que celle des marchés financiers. Plutôt que d'envisager au cas par cas le sort de nos établissements bancaires, ne faut-il pas les faire agir ensemble dans le sens de l'intérêt général ? L'existence de structures financières publiques est nécessaire pour créer des emplois et répondre aux besoins de financement des entreprises, et particulièrement des PME. Pour garantir l'avenir de notre secteur bancaire, il est urgent d'ouvrir une concertation, sans laisser les salariés à la porte.

Le projet contre l'exclusion va constituer l'acte majeur de notre politique. Le nombre de pauvres a augmenté de 70 % en quinze ans : tel a été le résultat de la vôtre, Messieurs de l'opposition ! (*Protestations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) Mais l'action du Gouvernement restera inefficace si la machine à exclure continue à fonctionner. Prférant la rentabilité financière à l'emploi, les grands groupes ne cessent de licencier. Ce sont les salariés eux-mêmes et les militants associatifs qui viennent en aide aux plus démunis. Les casseurs de la cohésion sociale ne sont jamais les payeurs !

L'exclusion progresse plus vite que l'insertion. Le Trésor public lui-même s'acharne à refuser les solutions proposées par les commissions de surendettement.

Il faut assurer à tous la sécurité de l'emploi en suspendant les licenciements. Le logement, ce droit vital, doit faire l'objet d'un effort national. Nous devons interdire les expulsions ainsi que les coupures d'eau et d'énergie. Un programme pluriannuel de construction de logements sociaux reste à engager.

Pour faciliter leur insertion, les moins de 25 ans doivent percevoir une allocation tant qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi.

Monsieur le Premier ministre, en votant sa motion, l'opposition va compter ses voix. Mais les Français ne veulent pas du retour de la droite, qui s'acoquine avec l'extrême droite. (*Interruptions sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) Les citoyens attendent de la gauche des changements nets et rapides. Pour réussir, le Gouvernement doit prendre en compte les aspirations de la majorité des Français. Ne craignons pas le mouvement social, mais prenons appui sur lui pour réaliser de nouvelles avancées.

Pour répondre à l'aspiration des Français au changement, le Gouvernement peut compter sur le groupe communiste, qui est animé d'un seul objectif : la réussite de la politique de gauche pour que les Françaises et les Français aient leur part de bonheur et que notre pays soit respecté et tienne son rang en Europe et dans le monde. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste*)

Plusieurs députés RPR - Godillots !

M. Lionel Jospin, Premier ministre - Ainsi s'achève ce soir, de façon plus classique, par le dépôt d'une motion de censure, l'étrange semaine qui, à propos de l'euro, a beaucoup agité l'opposition. Cette interpellation du Gouvernement est en effet une procédure normale -et donc compréhensible- dans le fonctionnement de notre démocratie parlementaire. J'ai maintenant le devoir de répondre. Je remercie de leur soutien les représentants des groupes de la majorité, mais s'agissant d'un débat de censure, vous comprendrez que je m'adresse plus particulièrement aux auteurs de la motion.

Mesdames et Messieurs les députés de l'opposition, vous entendez sanctionner la politique économique conduite par le Gouvernement. Mais qu'entendez-vous censurer au juste ? La croissance retrouvée ? La baisse du chômage, amorcée depuis l'automne ? La réduction des déficits, vous qui jugiez que l'objectif de 3 % était impossible à atteindre sans recourir à un nouveau plan de rigueur ?

La confiance revenue qu'attestent jour après jour les enquêtes auprès des ménages ou des entreprises ?

L'exercice est difficile. Ne pouvant vous appuyer sur les faits, vous contestez nos projets et leur inspiration. Selon vous, notre politique ne serait pas en cohérence avec nos engagements européens et, plus précisément, elle serait incompatible avec l'euro. Pour vous répondre de façon conséquente, il me faut au préalable rappeler d'où nous venons.

Qu'avez-vous fait, qu'avons-nous fait ?

Disposant à partir de 1993 d'une majorité parlementaire considérable, vous avez détenu de 1995 à 1997 tous les pouvoirs. Qu'en avez-vous fait ?

M. Patrick Ollier - Nous avons permis le retour de la croissance !

M. le Premier ministre - Contrairement à ce qu'avaient pu laisser croire vos déclarations de 1995 vous avez mal évalué ce dont souffraient la société et l'économie françaises. Au lieu d'encourager la croissance, le gouvernement précédant a opéré une ponction fiscale sans précédent -plus de 100 milliards prélevés sur les ménages, freinant ainsi la consommation et l'investissement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Vous vous faites maintenant les chantres de la rigueur budgétaire et de la baisse des prélèvements obligatoires. Pourtant, en 1994, vous n'avez réduit que de 0,1 point le déficit des finances publiques, et ce alors même que la croissance redémarrait en Europe. (*Protestations sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*) En France, cette croissance a été cassée par une politique économique inadaptée ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*) Et après tout, ce n'est pas moi mais un autre Premier ministre qui, en 1995, avait qualifié de "calamiteuse" la situation des finances publiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste ; exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) Et ce déficit, vous le savez bien, était encore très excessif en juin 1997, puisque, en dépit de la recette exceptionnelle constituée par la soule de France Télécom, il se situait entre 3,5 et 3,7 % du PIB.

De la même manière, en 1996, vous avez réalisé, avec 1,2 point d'augmentation, la plus forte hausse du taux de prélèvement obligatoires depuis le second choc pétrolier.

Plusieurs députés socialistes - Et oui !

M. le Premier ministre - Vous avez fortement accru les dépenses de l'Etat entre 1994 et 1996. Et si elles ont été contenues en 1997, c'est parce que nous avons pris, l'été dernier, les mesures qui s'imposaient.

Quelle était la situation en juin 1997 ? Au premier semestre de l'année, la croissance française était inférieure à celle de nos cinq principaux partenaires européens et ne reposait que sur un seul élément : le dynamisme des exportations, dû notamment à la forte croissance de la demande intérieure de nos partenaires. En revanche, notre propre demande intérieure était atone. La consommation croissait très faiblement et l'investissement baissait -alors qu'il augmentait chez les autres.

Notre économie était bridée et ce n'était pas du côté de l'offre que se situait le blocage, mais bien du côté de la demande. Dans une situation où la compétitivité était satisfaisante, les taux d'intérêt bas et l'autofinancement des entreprises élevé, c'était en effet la faiblesse de la consommation qui bloquait la reprise de l'investissement.

Toute notre politique a consisté à trouver l'équilibre entre la nécessaire réduction des déficits et l'indispensable reprise de la consommation.

M. Bernard Roman - Et ça marche !

M. le Premier ministre - Nous l'avons fait en redonnant du pouvoir d'achat : en augmentant de 4 % le SMIC, en quadruplant l'allocation de rentrée scolaire et en transférant les cotisations d'assurance maladie vers une CSG élargie à tous les revenus, y compris financiers. Nous l'avons surtout fait sans recourir à de nouvelles hausses d'impôt sur les ménages ou de cotisations sociales. (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) L'effort a été demandé à ceux qui en étaient capables et qui profiteront le plus de la création de l'euro -c'est-à-dire aux grandes entreprises. Nous savions que l'effort transitoire que nous leur demandions ne remettrait en cause ni leurs investissements ni leurs profits. La suite nous a donné raison : l'investissement a redémarré et les résultats financiers des grandes entreprises ont été, y compris après impôts, plutôt florissants.

La confiance ne se décrète pas : elle se gagne. Elle est aujourd'hui revenue. Celle des ménages, mais aussi celle des entreprises, notamment des PME, dont les projets d'investissement ont été fortement revus à la hausse ces derniers mois.

Tout cela n'allait pas de soi. Vous avez souvent évoqué la chance. Selon vous, l'environnement économique international serait meilleur que celui que vous escomptiez à l'époque. Peut-être en effet n'êtes-vous pas chanceux. Beaucoup de signes peuvent le donner à penser. (*Rires sur les bancs du groupe socialiste*)

Mais n'auriez-vous pas manqué aussi de perspicacité ?

M. Bayrou a évoqué cette croissance que, selon lui, la majorité d'alors aurait fait monter... Mais si vraiment les fruits mûrissaient sur l'arbre, pourquoi êtes-vous descendus de l'échelle ? (*Applaudissements et rires sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*)

Plusieurs députés RPR - A cause du Front national !

M. le Premier ministre - Sur cette question du Front national, soyons clairs ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UDF et du groupe du RPR*)

M. Jean-Louis Debré - Ce serait bien la première fois !

M. Bernard Roman - Soisson ne siège pas dans nos rangs, que je sache !

M. le Premier ministre - Il y a eu, dites-vous, soixante-dix triangulaires.

M. Patrick Ollier - Soixante-dix-sept !

M. le Premier ministre - Soit. Vous semblez considérer que dans les cas où un candidat de gauche, un candidat de droite et un candidat du Front national se sont retrouvés au second tour, les voix du Front national se seraient reportées sur nous alors que ce sont pourtant bien les seuls où l'on est sûr que les voix du Front national vont au Front national. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste ; protestations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*) En réalité, dans 76 cas sur 77, la partie s'est jouée entre la gauche et la droite -et, le plus souvent, la gauche l'a emporté. Mais peut-être souhaitez-vous, au fond, que les voix du Front national ne soient pas gelées car, pensez-vous, lorsqu'elles ne le sont pas, elles se reportent sur vos candidats, assurant leur élection ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) Je n'accepte donc pas ce procès ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

J'en reviens à mon propos. De même que vous aviez mal apprécié naguère les potentialités de l'économie française, vous sous-estimez les efforts qui ont été entrepris depuis le mois de juin dernier.

En onze mois, la croissance française a non seulement changé de rythme -elle est désormais vive, solide, suivant un sentier de 3 % par an-, mais elle a surtout changé de nature. Alors que la demande étrangère ralentit, la consommation a fortement progressé et la croissance de notre investissement a progressivement rejoint le rythme constaté chez nos voisins.

Notre politique porte ses premiers fruits : la croissance retrouvée et les premiers effets du plan pour l'emploi des jeunes ont permis que s'amorce la baisse du chômage, et je crois que cette baisse va se poursuivre. Ce cercle vertueux n'était pas écrit d'avance. Il fallait pour cela rompre avec une forme d'orthodoxie économique qui conduisait nos citoyens au découragement.

La croissance retrouvée, il nous faut la rendre durable, en cherchant à réduire les déficits sans accroître les prélèvements. La cohérence de notre action réside dans cet équilibre. Nous savons que la croissance serait compromise si nous fondions l'expansion sur le laisser-faire budgétaire et financier. Nous savons aussi qu'une politique assise sur la seule rigueur budgétaire et financière casserait la croissance.

C'est avec cet objectif que nous construisons le budget de 1999. Parce que nous croyons à l'efficacité d'une intervention publique bien conduite, nous refusons un Etat rendu impuissant par l'endettement, qui a augmenté de plus de 10 points de PIB de 1993 à 1996. (*Interruptions sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF ; applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) Si quand vous êtes au gouvernement, quelque chose ne marche pas parce que nous étions là avant et si, quand nous sommes au pouvoir, quelque chose marche parce que vous étiez là avant, on comprend que, finalement, il n'est pas souhaitable que vous soyez au pouvoir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Pour retrouver les moyens d'une politique conjoncturelle active, nous diminuons le déficit, qui s'établira à 2,3 % en 1999.

Nos priorités budgétaires en faveur de l'innovation, de la recherche et des nouvelles technologies, tendent à rendre pérenne cette croissance, tout comme notre action en faveur de la création d'entreprises, qui sera amplifiée sur la base des enseignements que nous tirerons des assises de l'innovation organisées le 12 mai prochain par les ministres de l'économie et de l'éducation nationale.

Nos orientations budgétaires confortent la convergence européenne et nous donnent simultanément les marges de manœuvres indispensables à notre politique économique nationale. En effet notre politique nationale et nos engagements européens sont parfaitement compatibles.

La semaine dernière, je vous ai indiqué que la politique du Gouvernement prenait d'abord en compte les besoins des Français. Je ne vois là rien qui s'oppose à la réalisation des nouveaux objectifs de l'Europe. Vous ne pouvez comprendre notre politique économique et sociale qu'en intégrant le fait que pour nous satisfaire les conditions de l'euro et poursuivre la réduction des déficits ne doit pas conduire à pénaliser la croissance, ni à renoncer à une politique de l'emploi. Ce sont ces deux éléments fondamentaux qu'il faut tenir ensemble.

De même que vous n'aviez pas jugé, au pouvoir, qu'il était possible de combiner la convergence de l'Union monétaire et une politique volontariste de croissance et de réduction du chômage que vous aviez annoncée et à laquelle vous avez renoncé, ce qui explique vos difficultés, de même vous ne percevez pas, dans l'opposition, qu'il est tout aussi loisible de confirmer nos choix européens tout en agissant en faveur de l'emploi des jeunes, de la réduction négociée du temps de travail et de la lutte contre l'exclusion.

La France n'est pas la seule à agir ainsi.

Le gouvernement de Tony Blair met en œuvre un plan pour l'emploi des jeunes très proche du nôtre. (*Interruptions sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. Pierre Lequiller - Cela n'a rien à voir !

M. le Premier ministre - Aux Pays-Bas, le gouvernement s'apprête à le faire ; en Allemagne, le SPD l'a inscrit à son programme et dans ce pays, le secteur de la métallurgie applique déjà les 35 heures ; la discussion s'est étendue à d'autres branches de l'économie. En Italie, les 35 heures viennent à l'ordre du jour. (*Exclamations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

M. Pierre Lequiller - C'est complètement différent !

M. le Premier ministre - Pourquoi faudrait-il agir partout de façon uniforme ? C'est la direction qui compte ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Aux Pays-Bas, la réduction de la durée du travail et le développement du travail à temps partiel ont contribué à enrichir très fortement le contenu en emplois de la croissance. Cette réussite dans un pays très ouvert montre que cette stratégie est parfaitement compatible avec l'Union européenne.

Ainsi, si chaque pays avance à son rythme et selon sa méthode, il n'y a pas de divergence dans les principales options de politique économique en Europe. Comment serions-nous isolés alors que la majorité des gouvernements européens sont d'inspiration social-démocrate ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste ; interruptions sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

Vous tendez trop à opposer la construction européenne et la poursuite d'une ambition nationale. Pour vous, l'Europe est surtout une contrainte. Pour nous, c'est un projet stimulant.

Notre objectif est de servir les intérêts de la France. L'Europe peut nous en donner certains moyens. Encore faut-il le vouloir.

L'Union est un espace de négociation continue, où les petits pas aboutissent aux grands changements, où de modestes mécanismes constituent un jour les nouvelles lignes de force. Ce n'est pas en imitant un modèle, qui n'existe pas, mais en définissant une voie originale et adaptée aux réalités de notre pays que nous avancerons.

Depuis le 1er juin, en mettant en avant quatre conditions essentielles à la réussite de la monnaie unique, présentées à nos concitoyens lors de la campagne électorale, approuvées par eux et auxquelles chacun se réfère dans le débat public, nous avons fait prévaloir les intérêts de la France et infléchi le cours de l'Europe.

L'Europe, désormais, sera une Europe sociale, une Europe davantage orientée vers la croissance et l'emploi.

M. Robert Pandraud - Ce n'est pas du tout évident !

M. le Premier ministre - Grâce à notre impulsion, dès Amsterdam, un tournant décisif a été négocié. Les Quinze en bénéficieront tous.

En France comme en Europe, nous nous refusons à opposer l'économie et le social. Pour vous, le travail n'est le plus souvent qu'un coût qu'il faut réduire, une variable d'ajustement. (*Protestations sur les bancs du groupe du RPR et du groupe UDF*)

Pour nous, le travail est une valeur, une condition de la dignité humaine. Je veux une société qui favorise le retour au travail du plus grand nombre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) C'est pourquoi le lien entre la formation, la protection sociale et l'implication des salariés, et la compétitivité globale de notre économie, constitue le grand enjeu de la prochaine décennie.

Pour nous, la qualité du dialogue social est une condition majeure de l'efficacité économique.

Mme Michèle Alliot-Marie - On l'a vu avec les chômeurs !

M. le Premier ministre - Nous souhaitons que les négociations sur la réduction du temps de travail marquent le début d'une ère nouvelle.

Mesdames et Messieurs les députés, il est normal que l'opposition s'oppose, mais il lui faudrait présenter des propositions aux Français pour se reconstruire.

Lors de ma déclaration de politique générale, l'opposition prenait prétexte de l'audit des finances publiques que j'avais annoncé pour nous accuser de vouloir ainsi justifier, selon des termes employés par l'un de vous "soit un recul de nos engagements européens, soit le renvoi aux calendes grecques de nos promesses électorales".

Onze mois plus tard, on peut constater que nous avons respecté les engagements européens de la France, qui est qualifiée pour l'euro, et nous l'avons fait en réorientant l'Europe dans la direction que les Français souhaitaient.

Nous avons respecté nos promesses prises devant les Français, et nous l'avons fait de façon pragmatique, sérieuse, en veillant à l'intérêt général et en pensant à assurer les bases d'un succès durable.

J'entends continuer ainsi, avec le Gouvernement, avec la majorité qui le soutient et que je remercie, car je suis convaincu que c'est en combinant la solidarité européenne, la cohésion sociale et une ambition nationale que nous changerons l'avenir de la France. (*Mmes et MM. les députés du groupe socialiste et du groupe RCV se lèvent et applaudissent*).

M. le Président - La discussion générale est close. Je vais mettre aux voix, par scrutin public à la tribune, la motion de censure.

Le scrutin, ouvert à 18 heures 45, est clos à 19 heures 30.

M. le Président - Voici le résultat du scrutin :

- - majorité requise pour l'adoption de la motion de censure : 288
- - pour l'adoption :..... 253

La majorité requise n'étant pas atteinte, la motion de censure n'est pas adoptée.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)

Prochaine séance, ce soir à 21 heures 30.

La séance est levée à 19 heures 30.

Le Directeur du service
des comptes rendus analytiques,

Jacques BOUFFIER